

16.—Répartition estimative des capitaux étrangers au Canada, selon le genre d'investissement et le pays de provenance, 31 décembre 1959

NOTA.—Les actions ordinaires et privilégiées figurent à leur valeur comptable inscrite au bilan des sociétés émettrices; les obligations sont évaluées au pair; le passif en devises étrangères est converti en dollars canadiens au pair du change.

Genre d'investissement	Répartition estimative			Total
	États-Unis ¹	Royaume-Uni ¹	Autres pays	
	(millions de dollars)			
Valeurs des gouvernements				
Fédéral.....	383	60	169	612
Provinciaux.....	1,509	48	28	1,585
Municipaux.....	872	33	10	915
Total, valeurs des gouvernements.....	2,764	141	207	3,112
Services d'utilité publique				
Chemins de fer.....	472	783	150	1,405
Autres (sans les pipelines ni les entreprises publiques).....	544	125	70	739
Total, services d'utilité publique.....	1,016	908	220	2,144
Fabrication (sans le raffinage du pétrole).....	4,530	945	251	5,726
Pétrole et gaz naturel.....	3,108	162	185	3,455
Autres (mines et fonte).....	1,513	160	110	1,783
Commerce.....	612	225	41	878
Institutions financières.....	1,471	413	306	2,190
Autres entreprises.....	225	45	14	284
Divers.....	572	200	489	1,261
Total, investissements.....	15,811	3,199	1,823	20,833

¹ Comprend certains investissements détenus pour le compte de résidents d'autres pays.

Avoir canadien à l'étranger.—Bien que les capitaux étrangers au Canada et le solde de la dette vis-à-vis des autres pays aient beaucoup augmenté, l'avoir canadien à l'étranger (tableau 17 et 18) a continué de croître chaque année. Il représente maintenant une plus forte proportion du passif extérieur qu'avant la Seconde Guerre mondiale, mais plus de la moitié de l'augmentation tient aux avoirs du gouvernement, comme les réserves officielles et les prêts consentis par l'État pendant et immédiatement après la guerre. En 1959, les crédits canadiens se chiffraient par 1,451 millions alors que l'avoir officiel en devises se chiffrait par 1,786 millions de dollars canadiens. Les autres avoirs officiels comprenaient les souscriptions du Canada au capital de la Banque internationale, de l'Association internationale pour le développement, de la Corporation de finance internationale et du Fonds monétaire international (soit \$73,700,000, \$8,500,000, \$3,500,000 et \$543,700,000 en mars 1961), mais une part importante en était contrebalancée par le passif du Canada envers ces institutions.

L'avoir privé, surtout sous forme d'investissements directs à l'étranger par des sociétés canadiennes, n'est pas encore important par rapport à l'avoir privé étranger au Canada. Les capitaux privés à long terme des Canadiens à l'étranger, en 1959, comprenaient des investissements directs (2,304 millions) et des valeurs de portefeuille (1,141 millions). Plus des deux tiers des capitaux privés se trouvent aux États-Unis. Les investissements directs des entreprises canadiennes y ont augmenté rapidement et se concentrent dans plusieurs industries, surtout les boissons et les instruments aratoires.

Les capitaux privés outre-mer sont très répartis. Environ la moitié du total, en 1960, se trouvait dans les pays du Commonwealth, le Royaume-Uni en comptant un peu moins que le reste du Commonwealth. La plupart des investissements directs au Royaume-Uni intéressaient l'industrie; dans les autres pays du Commonwealth ils se trouvaient dans l'extraction minière et pétrolière et dans l'industrie. Quant aux capitaux dans les autres pays étrangers, la plus grande partie se situent en Amérique latine où l'avoir canadien en services d'utilité publique est considérable.